

L'hiver arrive : Chauffez nos logements, pas le climat !

À l'heure où le gouvernement demande de baisser le chauffage à 19°C pour limiter nos consommations d'énergie, ce dernier a fait annuler par le biais d'un énième 49.3 deux amendements nécessaires qui avaient été votés par des députés de gauche et de droite en faveur de l'accélération de la rénovation thermique. À la place, 100 millions d'euros seulement seront ajoutés au budget 2023 pour cette politique qui devrait être la grande priorité du pays.

Cette décision incohérente intervient sur fond de crise majeure de l'énergie, et alors que 12 millions de personnes en France souffrent de précarité énergétique. Parce qu'elles éprouvent des difficultés à maintenir une température acceptable dans leurs logements et à faire face au coût des factures qui continuent d'augmenter, beaucoup souffrent des conséquences sur leur santé, vivent sous la menace de coupures d'électricité pour impayés, ou sont amenées à devoir choisir entre se nourrir et se chauffer.

En 2017 le gouvernement s'était engagé à rénover toutes les passoires thermiques en 10 ans. En 2022, il en reste toujours près de 5,2 millions. Pour venir à bout de ces logements énergivores et indignes nous devrions atteindre 700 000 rénovations globales par an, or le compte n'y est pas.

Si la priorité est aux économies d'énergie, alors pourquoi aller à l'encontre du grand chantier de la rénovation quand le secteur du bâtiment représente près de 20% des émissions de gaz à effet de serre du pays ?

Avec 86 % des travaux qui ne concernent que de simples "gestes" de rénovation comme changer les fenêtres ou la chaudière, les quelques avancées obtenues ces dernières années sont loin de nous mettre sur les rails de nos objectifs climatiques et sociaux, comme le permettraient de vraies rénovations globales. Mais les subventions actuelles ne rendent pas possible le financement de ces rénovations performantes : les aides demeurent sous-dimensionnées, mal dirigées, difficiles à mobiliser et pour une bonne partie méconnues. Un ménage pauvre sera laissé avec un reste-à-charge moyen de 39 % après les aides, un montant rédhitoire lorsque l'on sait que ce type de travaux coûte entre 30 000 et 50 000 euros.

Nos décideurs ont le devoir de mettre les moyens sur la table pour faire face à la crise qui arrive.

C'est pourquoi nous demandons immédiatement la formulation d'engagements à moyen terme :

- L'engagement d'un budget de 5 milliards d'euros supplémentaires par an entre 2024 et 2040 doit être formulé pour rendre possible la rénovation globale et performante de 700 000 logements par an. La hausse programmée des aides publiques serait un puissant levier pour inciter les entreprises à se mettre au niveau, parallèlement à la mise en place d'une véritable politique de formation initiale et continue à la rénovation performante.

À court terme :

- L'augmentation du budget de l'agence nationale de l'habitat (Anah) à hauteur de 1 milliard d'euros a minima pour l'année 2023, afin d'amorcer un premier changement d'échelle pour la rénovation globale et accompagnée au bénéfice des ménages modestes.
- le passage du chèque énergie à 700 euros par an pour les ménages les plus démunis face à l'inflation énergétique. Pour le moment, les 150 euros par an en moyenne du chèque énergie et les aides ponctuelles sont loin d'être à la hauteur des besoins.
- l'interdiction des coupures d'électricité : cette mesure permettrait de protéger les familles des conséquences de la privation énergétique en cas de difficulté économique.
- Empêcher les expulsions et encadrer les hausses de loyers en cas de rénovation.

Il est temps de changer de cap !

La rénovation thermique doit ouvrir la voie à une vraie politique de transition mais aussi à une politique ambitieuse de lutte contre le mal-logement et les inégalités. Nous maintiendrons notre mobilisation pour exiger l'application des ces mesures concrètes et réalistes, afin que chacune et chacun ait un logement protecteur pour passer l'hiver et vivre dignement.

Premiers signataires :

Aline Lo Tutala, porte-parole de la campagne Stop Logement Passoire d'**Alliance Citoyenne**, Bertrand Caltagorone et Sasha Cantet, Citoyens du collectif **Dernière Rénovation**, Christophe Robert, Délégué général de la **Fondation Abbé Pierre**, Emma

Tosini, porte-parole d'**Alternatiba**, Jean-François Julliard, Directeur général de **Greenpeace France**, Jean-Pierre Goudard, Julien Robillard, Delphine Mugnier Coprésident-e-s du **CLER - Réseau pour la Transition Énergétique**, Khaled Gaiji, Président des **Amis de la Terre France**, **Nos Vies Nos voix**- mouvement citoyen marseillais, Pascal Brice, président de la **Fédération des acteurs de la solidarité**, Véronique Devise, présidente du **Secours Catholique - Caritas France**

et 23 organisations impliquées dans la lutte contre l'exclusion et le dérèglement climatique :

APPUII, **ATD Quart Monde**, **Attac France**, Bérangère Grisoni, Présidente du **Collectif Les Morts de la Rue**, Bertrand Declémy, Président de l'**Unafo**, Clémence Dubois - responsable France **350.org**, **Collectif du 5 novembre** - Noailles en colère, Conseil nationale de **Pas Sans Nous**, Gwénaëlle Ménez, porte-parole **Action non-violente COP21**, Jérôme Voiturier, Directeur général de l'**UNIOPSS**, Juliette Laganier, Directrice générale de la **Fédération Soliha**, Laurent Thévenin, Délégué national de la **Fédération Santé Habitat**, **Makesense**, Margaux Gaillard, Déléguée générale de **La Cloche**, Mathilde Etxeleku, porte-parole de **Bizi !**, Sacha Leger membre de **Youth For Climate Paris/IDF**, Sébastien Cuny, Délégué général de la **Fapil**, Suzanne de Cheveigné, Présidente de l'**Association Nationale Compagnons Bâisseurs**, **Solidarités nouvelles pour le logement**, **Pacte pour la Transition**, **Union nationale pour l'habitat des jeunes (UNHAJ)**, Valérie Fayard, Directrice générale par intérim d'**Emmaüs France**, Xebax Christy, co-président **Alda**